

RÉGLEMENTATION PUBLIQUE ET DU SERVICE

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA
PROGRESSION SOCIALE

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

DIRECTION DE LA FONCTION
PUBLIQUE

84/08 du 19/01/84
DÉCRET N° /MTPS/DGTFP/DEP
portant intégration et nomination
de certains candidats, dans les cadres
de la catégorie A, hiérarchie I des
Services Techniques (Agriculture) en
tête Monsieur OLLORI Emile.

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU
GOUVERNEMENT,

VISAS :

D.F.P

- (✓) la Constitution du 8 juillet 1979 ;
(✓) la loi n° 25/80 du 13 Novembre 1980 portant amendement de l'article 47 de la Constitution du 8 juillet 1979 ;
(✓) la loi n° 15/62 du 3 Février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;
(✓) l'Arrêté n° 2087/FP du 21 Juin 1958 fixant le règlement sur la solde des Fonctionnaires ;
(✓) le Décret n° 60/90 du 3 Mars 1960 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A I des Services Techniques ;
(✓) le Décret n° 62/130/FP du 9 Mai 1962 fixant le régime des rémunérations des Fonctionnaires ;
(✓) le Décret n° 62/195/FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
(✓) le Décret n° 62/197/FP du 5 Juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi 15/62 du 3 Février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;
(✓) le Décret n° 62/198/FP du 5 Juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des Fonctionnaires des cadres de l'Etat ;
(✓) le Décret n° 63/81/FP/EM du 26 Mars 1963 fixant les conditions dans lesquelles sont effectués les stages probatoires que doivent subir les Fonctionnaires Stagiaires, notamment en ses articles 7 et 8 ;
(✓) le Décret n° 67/5/FP/EM du 24 Février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;
(✓) le Décret n° 74/47/ du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du Décret n° 62/196/FP du 5 Juillet 1962 fixant les échellements indiciaires des Fonctionnaires ;
(✓) le Décret n° 79/15/ du 4 Avril 1979 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
(✓) le Décret n° 80/64/ du 28 Décembre 1980 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres ;
(✓) le Rectificatif n° 81/316 du 26 Janvier 1981 au Décret n° 80/644 du 28 Décembre 1980 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres ;
(✓) le Décret n° 81/617 du 26 Janvier 1981 relatif aux intitulés des Membres du Gouvernement ;
(✓) la lettre n° 1260 /D.F.P/S.F du 14 Octobre 1983 du Directeur des Affaires Administratives et Financières, transmettant les dossiers des intéressés ;
(✓) le Décret n° 83/320 du 3 Mai 1983 portant nomination d'un Membre du Conseil des Ministres ;

.../...

(Vu le Protocole d'accord du 5 Août 1970 signé entre la République Populaire du Congo et l'URSS ;

SECRET :

Article 1er : En application des dispositions combinées du Décret n° 60/90 du 3 Mars 1960 et du Protocole d'Accord du 5 Août 1970 susvisés, Messieurs OLLCBI Emile, né le 9 Juin 1956 à Eboungou et MELLI Faustin, né en 1956 à Mossondjio, titulaires du Diplôme d'Ingénieur Agronome, obtenu à l'Institut Agricole de KOUAMÉN (URSS) sont intégrés dans les cadres de la catégorie I hiérarchie I des Services Techniques (Agriculture) et nommés au grade d'Ingénieur d'Agriculture, Stagiaires, indice 710.

Article 2 : Les intéressés sont mis à la disposition du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Article 3 : Le présent Décret qui prendra effet à compter des dates effectives de prise de service des intéressés, sera enregistré, publié au JORPC et communiqué partout où besoin sera.

Brazzaville, le 19 Janvier 1984

Par le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement,

Le Ministre de l'Agriculture
et de l'Elevage

- Marius MOULANGA -

Le Ministre du Travail et de
la Prise de Sociale,

- Bernard COMBO MATSINGA -

- Colonel Louis SYLVAIN GOMA -

Le Ministre des Finances

- Itihi-Osséumba L EKOUNDZOU.

AMPLIATIONS :

- JORPC	1
- DGTFF	4
- DGP/BST	2
- DGB	4
- DCF	2
- MAE	1
- SGAE	2
- DOSSIER	6
- SGCM/BC	2
- INTERESSÉS	2/26.